

Unité départementale de la Vendée  
Cité administrative TRAVOT  
10 rue du 93ème RI - Bât A2  
85000 La Roche sur Yon  
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 01 août 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

### **AAB - PARC EOLIEN DE LONGEVILLE SUR MER**

22 rue Guynemer  
78600 Maisons-Laffitte

Références : PED-ENV-D23.0326

Code AIOT : 0006306647

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/07/2023 dans l'établissement AAB - PARC EOLIEN DE LONGEVILLE SUR MER implanté Lieu-dit Les Perches section ZH40 85560 Longeville-sur-Mer. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Il s'agit d'un contrôle inopiné de terrain, avec pour principal objet de réaliser des relevés de mortalité sous les éoliennes et de vérifier, le cas échéant et dans la mesure du possible, la bonne mise en œuvre de mesures de maîtrise des impacts environnementaux.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AAB - PARC EOLIEN DE LONGEVILLE SUR MER
- Lieu-dit Les Perches section ZH40 85560 Longeville-sur-Mer
- Code AIOT : 0006306647
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de la société AAB - PARC EOLIEN DE LONGEVILLE SUR MER est constitué de cinq machines (mises en service en octobre 2012). Les éoliennes du parc éolien sont des Nordex 90 de

2,5 MW de puissance unitaire et 125 m en bout de pale. Soit 35 m de hauteur de garde.

Le parc éolien bénéficie d'un permis de construire délivré le 29 octobre 2008. Il a obtenu l'antériorité au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des ICPE par récépissé préfectoral du 25 janvier 2013.

Il est également réglementé par arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 14 janvier 2014.

Le parc éolien est exploité par la société ENGIE GREEN.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Biodiversité et dispositions diverses

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suivi environnemental -suite visite précédente du 27/11/2019	Arrêté Ministériel du 11/12/2019, article 12	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Consignes de sécurité (affichage terrain)	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Sans objet
3	Accès aux installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	/	Sans objet
4	Balisage	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mortalité de la faune volante, observée en 2022 sur le parc, lors des suivis environnementaux réalisés, est notable. L'exploitant s'est engagé à mettre en place, dès 2023, les mesures préconisées par le bureau d'études dans le rapport de ces suivis (bridage en faveur des chiroptères et bridage dynamique pour l'avifaune notamment). Le suivi environnemental est renouvelé en 2023 afin, en particulier, de vérifier l'efficacité des mesures correctives.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Suivi environnemental -suite visite précédente du 27/11/2019**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/12/2019, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection faune volante
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié

et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.

Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.

Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.

Pour un projet de renouvellement autre qu'un renouvellement à l'identique, l'exploitant met en place un suivi environnemental, permettant d'atteindre les objectifs visés au 1er alinéa du présent article, dans les 3 ans qui précèdent le dépôt du porter à connaissance au préfet prévu par le II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

#### **Constats :**

*Courrier de l'inspection du 2/07/2020 : relance : « En effet, le suivi conclut qu'il est nécessaire de définir les paramètres impliquant la mortalité observée sur votre parc, afin de mettre en place des mesures correctives adaptées. Sans réponse rapide de votre part, nous serons amenés à vous prescrire un suivi environnemental complet répondant au protocole de mars 2018 ainsi qu'aux prescriptions régionales. »*

*L'exploitant a par ailleurs transmis une fiche de déclaration de mortalité sous E6, d'un cadavre de Sérotine commune, le 21/04/2022.*

=> le 19/07/2023, l'inspecteur a parcouru les plateformes des 5 éoliennes et leurs alentours : aucun cadavre de faune volante n'a été trouvé. Les relevés effectués présentent toutefois de fortes limites du fait de leur caractère très ponctuel et des conditions parfois limitées de détection des cadavres (beaucoup de parcelles sont notamment cultivées en maïs, le jour du contrôle) et ne préjugent donc pas d'une innocuité globale du parc envers l'impact par collision avec la faune volante.

=> Par courriel du 19 juillet 2023, l'exploitant a fourni le rapport des suivis réalisés en 2022 sur le parc par le bureau d'étude Ouest AM' :

- suivi des habitats dans un rayon de 300 m autour du parc ;
- suivi de l'activité de l'avifaune migratrice (4 sorties d'observations du 24 août au 19 octobre) ;
- suivi d'activité des chiroptères en nacelle, réalisé de mars à octobre : 7 espèces contactées. Noctule de Leisler très majoritaire (probablement due à la proximité de la forêt dunaire de Longeville-sur-Mer qui pourrait accueillir des gîtes). Présence aussi de la N. de Kuhl et N. commune.
- Suivi de la mortalité de la faune volante du 25 mars au 25 octobre (32 passages) : 6 cadavres de chiroptères (1 S. commune, 3N. De Leisler, 1 P. de Kuhl, 1 P. commune) et 15 cadavres d'oiseaux (5 faucons crécerelle, 4 Milans noirs, 1 Mouette rieuse, 1 Perdrix grise, 1 Buse variable, 1 Pigeon ramier et 2 roitelets à triple bandeau).

=> Par courrier du 13 juillet 2023, l'exploitant indique avoir mis en place les mesures préconisées dans le rapport des suivis de 2022 :

- bridage en faveur des chiroptères pour toutes les éoliennes, toute la nuit, du 1er mars au 31 octobre, pour des vitesses de vent allant de 6 (du 01/03 au 31/05) à 6,5 m/s (du 01/06 au 31/10) et des températures de 13 à 14 °C selon la saison ;
- pour l'avifaune, installation d'un système de bridage dynamique de type « Safewind » dont la commande est en cours pour équiper les éoliennes E7 et E9, pour un fonctionnement du 1er mai au 30 septembre tel que préconisé par le bureau d'étude ;
- mise en place de nichoirs et plantation de haies en périphérie du parc éolien ;
- renouvellement du suivi environnemental en 2023 (en cours).

#### **Observations :**

La mortalité constatée sur le parc en 2022, qui ne faisait alors l'objet d'aucun bridage en faveur de la faune volante, est qualifiée de forte pour l'avifaune et modérée pour les chiroptères par le bureau d'étude et selon ses propres critères d'évaluation. Au regard des résultats des suivis réalisés (mortalité et activité), l'inspection des installations classées **confirme fermement** la nécessité de mettre en œuvre l'ensemble des mesures proposées par le bureau d'étude dans le rapport de suivi. Les résultats du suivi en cours en 2023 devront permettre de juger de l'efficacité des mesures de bridages prises en 2022.

= > sous 1 mois, l'exploitant transmet à l'inspection des ICPE, les justificatifs de commande et d'installation du système de bridage dynamique en faveur de l'avifaune (bons de commandes validés, factures acquittées, photos...), ainsi que les justificatifs d'implémentation et de fonctionnement du bridage en faveur des chiroptères (bons d'implémentation sur le SCADA, extraits de fonctionnement des éoliennes de nuit montrant explicitement l'activation du bridage,...)

=> le rapport du suivi réalisé en 2023 est à fournir à l'inspection des ICPE, selon les dispositions réglementaires en vigueur. Une inspection sur le thème de la biodiversité est prévisible sur l'année 2024, afin notamment de faire le point sur les mesures mises en place.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

### **N° 2 : Consignes de sécurité (affichage terrain)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14

**Thème(s) :** Risques accidentels, Affichage consignes

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

#### **Prescription contrôlée :**

Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.

Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :

- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;
- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;
- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;
- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.

<b>Constats :</b> Le jour de la présente inspection, les panneaux d'affichage des consignes de sécurité à observer par les tiers sont en place au niveau des 5 accès aux éoliennes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Accès aux installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès aux installations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
<b>Constats :</b> Le jour de la présente inspection, les 5 éoliennes sont fermées à clef.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Balisage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Fonctionnement du balisage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile.
<b>Constats :</b> Le jour de la présente inspection, le balisage diurne fonctionne sur toutes les éoliennes du parc.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet